

## INFO 481GASTONVILLE

« Non au 19 mars »

VOICI quelques articles de presse ou de donateurs retenus à votre attention :

### 1/ Le village de GASTONVILLE devenu SALAH BOUCHAOUR à l'indépendance

Dans l'Est algérien cette localité est située au Sud de PHILIPPEVILLE qui lui est distante de 25 kilomètres.



### Présence Française 1830 - 1962

L'antique RUSICADA fut prise en 1838 par les troupes françaises regroupées au camp d'Eddies (Kendedis). Elle porta d'abord le nom de port de France et quelques années plus tard celui de PHILIPPEVILLE en hommage au roi français Louis Philippe.



En 1848, quarante-deux centres furent créés.

L'extension de la colonisation à la région de PHILIPPEVILLE a été rapide et sélective favorisant ainsi l'émergence de nombreux centres de peuplement à forte dominance européenne surtout, dans la vallée du SAF-SAF, devenue un véritable couloir de colonisation avec la création des centres de « DAMREMONT »(Hamadi Krouma) , « VALEE »(Hamoudi Hamrouche), « SAINT ANTOINE » (El-Hadaiek), « PRAXBOURG »(Bouchtata), « SAINT CHARLES »(Ramdane Djamel), « **GASTONVILLE** »(Salah Bouchaour), «ROBERTVILLE»(Emjez Eddchiche), El-HARROUCH, «COL des OLIVIERS» (Ain Bouziane).

Les concessions étaient très peu étendues : 2 à 10 hectares.



Philippeville

Ils rencontrèrent des difficultés inouïes; ils furent très éprouvés par les fièvres paludéennes, par la dysenterie, par les épidémies de choléra de 1849 et de 1850; les récoltes des premières années furent fort mauvaises. Ils firent preuve de beaucoup d'endurance et c'est merveille, vu les conditions et les circonstances de la tentative, que l'échec n'ait pas été plus complet.

Plusieurs actions ont été initiées pour renforcer l'occupation coloniale et valoriser l'expansion économique, dont les principales sont :

- La construction de la voie ferrée Constantine-Philippeville en 1859,
- La décision de construire le port de Philippeville en 1860,
- L'ouverture de la route Constantine-Philippeville en 1870 avec la mise en service de la voie ferrée.

On construisit également des maisons, on fit les travaux d'adduction d'eau et de chemins nécessaires.

**GASTONVILLE** a été fondé en 1847, au lieu dit " BIR ALI "(Le puits d'Ali).

[Source : Texte d'Emile Ledermann (janvier 1935) paru sur le site de Marcel-Paul Duclos]

La situation stratégique fit adopter BIR ALI comme gîte d'étape par l'autorité militaire. Jusqu'en 1847, les mouvements de troupes et de travailleurs animèrent seuls ce campement.

Une ordonnance royale du 16 novembre 1847, constituait un territoire de 570 hectares, avec un village pouvant recevoir 40 familles. Son nom fut GASTONVILLE pour honorer Gaston d'Orléans, comte d'EU (Voir au chapitre 2).

Un arrêté du pouvoir exécutif du 19 septembre 1848 en fit une colonie agricole et deux mois après un convoi de colons émigrants arrivaient de PHILIPPEVILLE, suivi en décembre par un autre d'égale importance. (Voir site : [http://bone.piednoir.net/titre\\_rubrique/histoire\\_de\\_bone/convoi3.html](http://bone.piednoir.net/titre_rubrique/histoire_de_bone/convoi3.html)).

Le général de division de SALLES, commandant le territoire de PHILIPPEVILLE, désignait le capitaine PIGRON, comme commandant la colonie, avec son annexe ROBERTVILLE.



Maison construite en 1849 (Coll. E. Solal)

Les colons aidèrent les soldats à édifier des baraquements en planches. Puis, chacun étant casé, on construisit des maisons en pierres. Une Église primitive fut installée dans une baraque.

Ces travaux furent interrompus dès le mois de juin suivant, car les fièvres faisaient leur triste apparition. Si bien qu'en juillet, il ne restait plus que vingt personnes valides, tous les autres habitants avaient été hospitalisés dans les infirmeries d'EL ARROUCH et de PHILIPPEVILLE.

Les indigènes livrés à eux-mêmes, pillaient les baraquements et volaient tout ce qu'ils trouvaient, étant assurés d'une impunité presque complète. Le 9 octobre, une violente épidémie de choléra s'abattait sur la région. Il fallut combler les vides et renouveler entièrement les familles de colons.

On créa des soldats moniteurs pour enseigner la culture et diriger les nouveaux venus, qui n'avaient fait d'agriculture.

L'intendance de PHILIPPEVILLE envoyait 46 bœufs de labours et des semences.

Les Sœurs de charité recueillent les orphelins au-dessous de dix ans et luttent avec un admirable courage contre l'épidémie meurtrière. Le choléra se calme après 42 jours tragiques.

Sur 429 habitants, 164 sont atteints et vont peupler le petit cimetière. Les rescapés demandent leur rapatriement. Dix familles, parmi les moins éprouvées restent seulement à GASTONVILLE.

Cette situation a frappé le Gouvernement. Vers la fin de 1849, un nouveau convoi d'émigrants comble les vides et l'Assemblée Nationale, émue de cette détresse qui se manifestait également aux camps de ROBERTVILLE et de JEMMAPES, délègue une commission composée des trois représentants du peuple : MM LESTIBOUDOIS, DUQUESNE et DENISET pour enquêter et visiter les camps de colonisation du territoire de PHILIPPEVILLE.

On a beaucoup parlé de l' « échec » des colonies agricoles de 1848. On leur a attribué, à tort ou à raison, de multiples causes: régime militaire excessif, pouvoirs exorbitants des directeurs de colonies, manque d'enthousiasme de l'administration, présence d'ouvriers parmi les colons, désappointement des émigrants, maladies...



Dans le cas de **GASTONVILLE**, nous pouvons dire qu'il n'y eut pas à proprement parler d'échec. Seul, le choléra vida le village ! Mais de nouveaux émigrants assurèrent la continuité de l'œuvre. Le régime militaire ne dura que jusqu'en 1852 et le capitaine Pigeon partit, regretté de tous ; l'administration aida intelligemment le nouveau village : nombreux bestiaux, instruments, semences, suppression de l'attribution de vivres remplacée par une allocation journalière; enfin, les colons étaient pour la plupart originaires de départements agricoles (voir les registres d'état civil du village) ou d'anciens militaires.

Le recensement du 22 avril 1850 signale que les colons possèdent déjà 52 bœufs et 17 vaches laitières. On achète de nouveaux bœufs de labour, et pour assurer la sécurité des travailleurs on distribue aux colons des fusils et des cartouches.

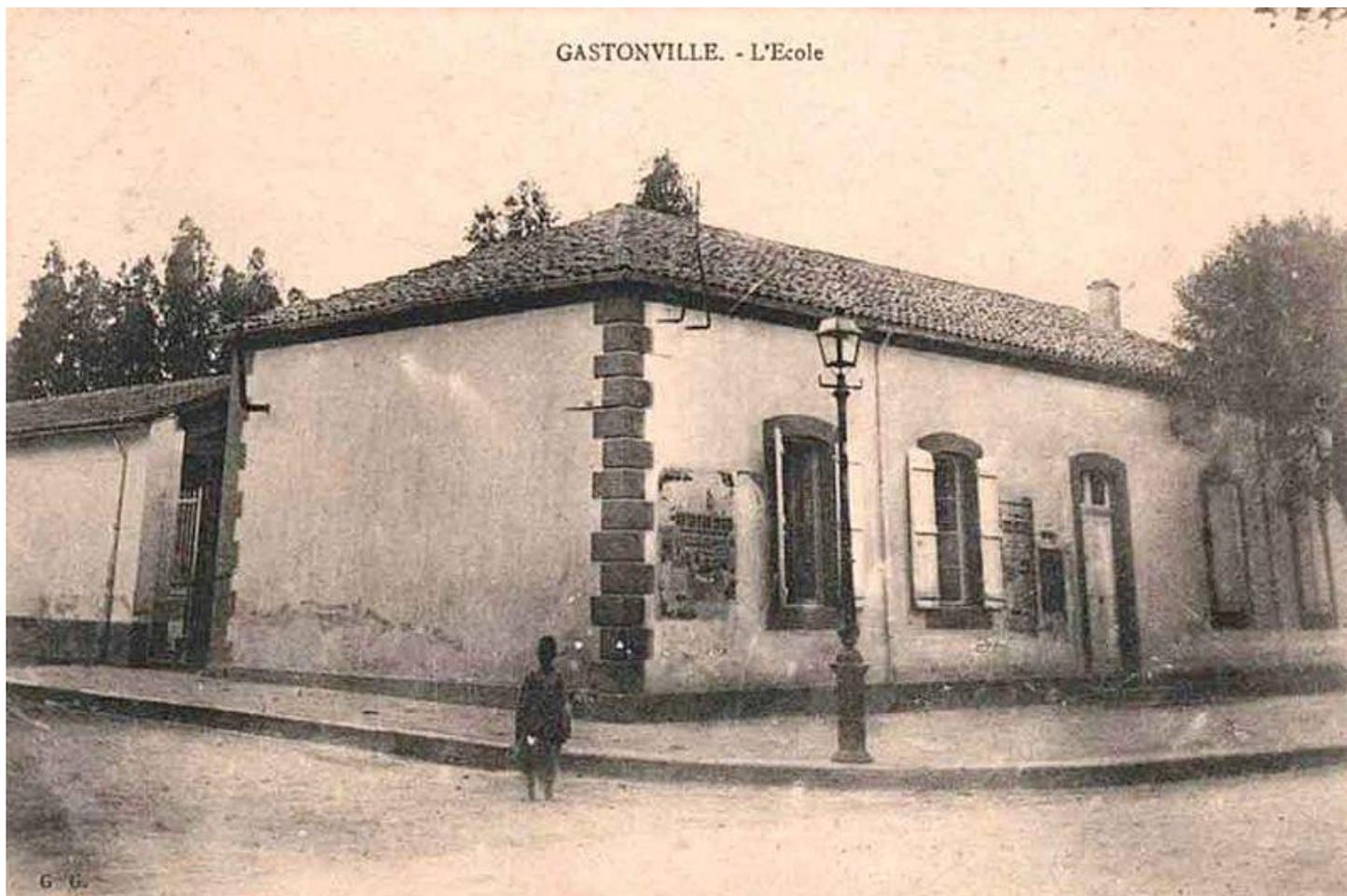
L'autorité militaire songe à assainir et plante de nombreux arbres. Une école est ouverte, une institutrice est désignée, des maisons sont construites, l'espoir renaît dans le cœur des colons. On oblige chacun d'eux à avoir un jardin potager et on lui fournit toutes les graines nécessaires. 124 maisons sont bâties, ayant chacune une famille ; douze autres édifices abritent les services publics et les approvisionnements en vivres. Une salle d'asile et une école sont confiées à trois sœurs de la Doctrine chrétienne, une école de garçons est dirigée par un instituteur primaire.

Le village s'organise. L'Intendance militaire ne fournit plus les vivres, mais donne des allocations journalières. Elle achète des bœufs de labour qu'elle prête aux colons nécessiteux. On délimite les lots ruraux, on borne les concessions et chaque colon reçoit de 8 à 9 hectares de bonne terre.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1852, un arrêté du Gouverneur général remplace l'administration militaire par une organisation municipale, M. ROUSSEL est nommé Maire de GASTONVILLE, et remplace le capitaine d'infanterie DUFFAULT. Les colons ne touchent plus d'allocations journalières. Ils doivent se suffire à eux-mêmes.

Au point de vue territorial, le 12 janvier 1853, les colonies agricoles, dont GASTONVILLE, passèrent du territoire militaire, dans l'arrondissement de Philippeville.

GASTONVILLE. - L'Ecole



Le véritable « échec » se situe vers 1854. Rappelons que les concessions rurales à GASTONVILLE étaient d'une superficie des plus réduite : entre 2 et 8 hectares, rarement au-dessus.

La vie normale suit son cours, mais le 22 août 1856, un violent tremblement de terre détruit une partie de GASTONVILLE. Il faut reconstruire et consolider. Une Église est bâtie et livrée au culte en 1859.

Le 22 août 1861, GASTONVILLE est érigé en commune de plein exercice. Le Maire est M. Jules TIERCE, son adjoint M. WILLEMIN, et six conseillers municipaux (un étranger), s'installent le 1er janvier 1862.

La population de l'agglomération était en 1861 de 1.066 habitants dont 231 français.

Le recensement de 1862 montre l'effort et le progrès de cette population de travailleurs. En 1849, le cheptel était de 46 bœufs appartenant à l'État. Il est en 1862, de 608 bœufs, 265 vaches, 200 veaux, 600 brebis, 110 chevaux ou mulets, et 400 chèvres. Le marché qui se tient chaque mardi est très fréquenté.

Six puits publics et 19 puits particuliers donnaient une eau saine et abondante. La propriété s'est constituée.

Un brave instituteur, secrétaire de Mairie à GASTONVILLE écrivait : « ... *Malheureusement pour GASTONVILLE, les concessions qui ne sont que de 7 à 10 hectares en moyenne par famille, sont trop exigües, et le communal est encore à créer. On peut dire en thèse générale que GASTONVILLE est à moitié formé... quand on lui aura adjoint la rive droite du SAF-SAF avec les Indigènes, GASTONVILLE deviendra un des plus beaux et des plus productifs villages de l'Algérie* ».

Et il terminait ... « *L'esprit d'ordre, de travail et d'économie, anime la population de ce village. Rarement y voit-on un paresseux ou un ivrogne* ».

....« *Ces hommes venus de différentes contrées de la France et d'autres pays étrangers, vivent aujourd'hui en frères, et s'accordent aussi très bien avec les Arabes, avec lesquels il font des échanges continuels. Ce qui donne à penser que dans peu d'années, la fusion sera complète, et que le Gouvernement aura atteint le but qu'il s'est proposé, c'est-à-dire faire de l'Algérie une des plus belles parties de l'Empire Français* ».

Ces mêmes vertus qui frappaient cet excellent magister en 1862, se sont conservées à l'heure actuelle dans cette population de travailleurs dont beaucoup ont été récompensés par une belle fortune.

Le village sagement administré, avec ses rues bien entretenues, ses voies propres et larges, ressemble à un village de France, rendu plus attrayant par la gamme des costumes indigènes qui animent ses trottoirs certains jours.

La culture annuelle comprend 100 hectares de vignobles, 15 hectares d'orangerie, 2600 hectares de blé et orge, 500 hectares d'avoine et de féveroles, 100 hectolitres d'huile et 4 hectares de tabacs.

[Inspiré du texte d'Emile Ledermann (janvier 1935) paru sur le site de Marcel-Paul Duclos]



Gastonville - Rue principale  
(route Philippeville - Constantine)

Entre 1854 et 1870, le nombre de propriétaires de petits lots diminue quelque peu, certains agrandissant, peu à peu, leurs biens en rachetant les terres de ceux qui abandonnaient. En 1870, le territoire de GASTONVILLE présente près de 800 lots réduits et dispersés aux mains d'une centaine de concessionnaires.

Les cultures du village s'étaient orientées, dès l'origine, vers le blé : blé tendre, évidemment, au début ; blé dur, ensuite (en 1856, 90 hectares de blé dur contre 20 hectares de blé tendre). La nature des terres, terres fortes à la surface d'argiles nummulitiques, s'y prêtait bien. Jusqu'en 1861, les surfaces emblavées en blé crûrent régulièrement en raison de l'augmentation du nombre de concessions et, aussi, parce que la période était devenue favorable (les prix, grâce à la loi douanière de 1851, étaient rémunérateurs: la guerre d'Orient et les mauvaises récoltes en France ouvraient des débouchés). Après 1861, jusqu'en 1870 (années de sécheresse, de sauterelles, d'épidémies...), les superficies demeurèrent stationnaires.

Les méthodes de culture s'améliorèrent à partir de 1860 avec l'utilisation de herses, de machines à battre et de charrues plus perfectionnées. Les colons firent des essais d'assolement et répandirent des engrais. Le rendement augmenta.

A côté du blé, on cultivait de l'orge (1852 : 34 hectares; 1855: 15 hectares), de l'avoine (1855: 14 hectares), des légumes, des fèves (1850: 7 hectares ; 1861: 21 hectares), des pommes de terre (vite abandonnées), un peu de tabac.

La vigne n'exista pratiquement pas jusqu'en 1870 (0,5 hectare en 1856 ; deux hectares en 1869).

Des essais de coton furent tentés sans lendemain.

Des colons s'occupèrent également, avec succès du greffage des oliviers qui allaient devenir une richesse de la région.

Jusqu'en 1870, la commune subit peu de modifications et conserva le même territoire.



#### **Démographie :**

Année 1958 = 8.171 habitants

#### **Département :**

Le département de Constantine est un des départements français d'Algérie, qui a existé entre 1848 et 1962.

Considérée comme une province française, l'Algérie fut départementalisée le 9 décembre 1848. Les départements créés à cette date étaient la zone civile des trois provinces correspondant aux trois beyliks de l'État d'Alger récemment conquis. Par conséquent, la ville de Constantine fut faite préfecture du département portant son nom, couvrant alors tout l'est de l'Algérie. Les autres départements étaient le département d'Alger au centre du pays et le département d'Oran à l'ouest. Les provinces d'Algérie furent totalement *départementalisées* au début de la III<sup>e</sup> république, et le département de Constantine couvrait alors environ 192 000 km<sup>2</sup>. Il fut divisé en plusieurs arrondissements, avec six sous-préfectures : BATNA, BÔNE, BOUGIE, GUELMA, PHILIPPEVILLE, SETIF.

Le 7 août 1955, le département de Constantine fut amputé de sa partie orientale, avec la création du département de BÔNE.

Le 28 janvier 1956, une réforme administrative visant à tenir compte de la forte croissance démographique qu'avait connue le pays amputa le 20 mai 1957, le département de ses régions occidentales et méridionales par la création de deux départements supplémentaires : le département de SETIF et le département de BATNA.

Réduit à la région de Constantine et à sa côte, le nouveau département de Constantine couvrait alors 19 899 km<sup>2</sup>, était peuplé de 1 208 355 habitants, et possédait sept sous-préfectures : Aïn Beida, Aïn M'lila, Collo, Djidjelli, El-Milia, Mila et **Philippeville**. Une dernière modification lui fit perdre temporairement au Nord, l'arrondissement de Djidjelli vers un éphémère département de Bougie, du 17 mars 1958 au 7 novembre 1959.

L'arrondissement de **PHILIPPEVILLE** comprenait 27 localités : AÏN KECHERA – AÏN ZOUIT – AURIBEAU – BAYARD – BENI BECHIR – BOUDOUKHA – BOU SNIB – COL des OLIVIERS – DANREMONT – EL ARROUCH – FILFILA – **GASTONVILLE** – GASTU – JEMMAPES – LANNOY – LA ROBERTSAU – M'RASSEL – OUM TOUB – PHILIPPEVILLE – ROBERTVILLE – ROKNIA – SAINT ANTOINE – SAINT CHARLES – SIDI MESRICH – STORA – VALEE – ZARDEZAS -

## ■ **MONUMENT aux MORTS** ■

Le relevé n°57240 mentionne 9 noms de soldats "MORT pour la France" au titre de la guerre 1914/1918, à savoir :

■ **BOUROUROU** Ahmed (mort en 1918) – **DUFOUR** Georges (1917) – **HEZHOUS** Chabane (1919) – **LATRECHE** Ali (1917) – **RODIER** Charles (1918) – **SADOK** Ben Dahmani (1916) - **SAÏFI** Hocine (1914) – **TSABET** Ahmed (1918) - **TSABET** Ahmed Ben Saoudi (1917) - ■

**SYNTHESE** réalisée grâce à la documentation reçue de Mr Hervé NOEL, du CDHA, et des sites ci-dessous :

ET si vous souhaitez en savoir plus sur **GASTONVILLE**, cliquez SVP au choix, sur l'un de ces liens :

[http://encyclopedie-afn.org/Gastonville\\_-\\_Ville](http://encyclopedie-afn.org/Gastonville_-_Ville)

[http://encyclopedie-afn.org/ALGERIE\\_DOCUMENTATION\\_LIEUX\\_GASTONVILLE](http://encyclopedie-afn.org/ALGERIE_DOCUMENTATION_LIEUX_GASTONVILLE)

<http://www.cerclealgerianiste.fr/index.php/archives/encyclopedie-algerianiste/territoire/villes-et-villages-d-algerie/constantinois/111-gastonville>

[http://fr.geneawiki.com/index.php/Alg%C3%A9rie\\_-\\_Gastonville](http://fr.geneawiki.com/index.php/Alg%C3%A9rie_-_Gastonville)

[http://bone.piednoir.net/titre\\_rubrique/histoire\\_de\\_bone/convoi3.html](http://bone.piednoir.net/titre_rubrique/histoire_de_bone/convoi3.html)

<http://sinistri.canalblog.com/archives/2008/03/02/8163624.html>

<http://www.algerieconfluences.com/?p=15120>

[http://www.cgq.ulaval.ca/textes/vol\\_51/no\\_143/02-Messaoudi-texe.indd.pdf](http://www.cgq.ulaval.ca/textes/vol_51/no_143/02-Messaoudi-texe.indd.pdf)

<http://www.memorial-genweb.org/~memorial2/html/fr/synthese.php?dpt=9352>

[http://alger-roi.fr/Alger/alger\\_son\\_histoire/pages\\_liees/04\\_originenomsvillages\\_pn41.htm](http://alger-roi.fr/Alger/alger_son_histoire/pages_liees/04_originenomsvillages_pn41.htm)

[http://eso.cnrs.fr/TELECHARGEMENTS/revue/ESO\\_29/9nemouchi.pdf](http://eso.cnrs.fr/TELECHARGEMENTS/revue/ESO_29/9nemouchi.pdf)

## **2/ Gaston d'Orléans (1842-1922)**

Le prince **Louis Philippe Ferdinand Gaston d'Orléans, comte d'EU** et prince impérial du Brésil, est né le 28 avril 1842, au château de Neuilly-sur-Seine, et est décédé à bord du vaisseau *Massilia*, dans l'océan Atlantique, le 28 août 1922, alors qu'il retournait au Brésil pour y célébrer le centenaire de l'indépendance du pays.



**Biographie :**

Le comte d'Eu est le fils aîné de Louis d'Orléans (1814-1896), prince français et duc de Nemours, et de son épouse la princesse Victoire de Saxe-Cobourg-Kohary. Par son père, il est le petit-fils du roi des Français Louis-Philippe 1<sup>er</sup> (1773-1850) et de la reine Marie-Amélie de Bourbon, princesse des Deux-Siciles, tandis que, par sa mère, il descend de Ferdinand de Saxe-Cobourg-Saalfeld (1785-1851) et d'Antoinette de Kohary (en).

Le 15 octobre 1864, Gaston d'Orléans épouse, à Rio de Janeiro, la princesse Isabelle de Bragança (1846-1921), fille aînée et héritière de l'empereur Pierre II du Brésil (1825-1891) et de sa femme Thérèse-Christine de Bourbon, princesse des Deux-Siciles. De cette union, naissent quatre enfants.

À sa naissance en 1842, le fils aîné du duc de Nemours est titré comte d'Eu par son grand-père le roi Louis-Philippe 1<sup>er</sup>. En février 1848, le jeune garçon, âgé de 6 ans, fuit la France et les révolutionnaires avec sa famille. Ses parents s'installent alors en Angleterre auprès de l'ex-roi des Français et c'est dans ce pays que Gaston d'Orléans passe ensuite la majorité de son enfance et de son adolescence.

Pendant ce temps, au Brésil, l'empereur Pierre II, qui n'a pas de garçon, recherche pour ses filles, Isabelle et Léopoldine du Brésil, des princes européens qui pourraient faire office de mari et assurer ainsi la pérennité du trône brésilien. Avec l'aide de sa sœur, la princesse de Joinville, l'empereur choisit donc comme gendres les princes Gaston d'Orléans et Auguste de Saxe-Cobourg-Kohary (1845-1907), tous deux petits-enfants du roi des Français Louis-Philippe 1<sup>er</sup>.

Les deux jeunes gens arrivent ensemble au Brésil en 1864 : Gaston, pour épouser Léopoldine et Auguste, pour s'unir à Isabelle. Cependant, les deux princesses prennent la liberté de choisir chacun leur époux et Gaston épouse finalement l'héritière du Brésil !

Naturellement, en Europe, les Orléans regardent ce changement de dernière minute avec bienveillance. Pourtant, d'un point de vue dynastique, le mariage n'est pas sans conséquence. Selon les orléanistes, le comte d'Eu perd en effet ses droits sur la couronne française en devenant étranger.

À l'époque du double mariage, le Brésil est en pleine Guerre du Paraguay (1864-1870) et Gaston d'Orléans demande très vite à son nouveau beau-père de participer au combat. Il reçoit alors de l'empereur le titre de Maréchal de l'Armée. Cependant, sa condition d'étranger lui interdit de se placer à la tête des troupes brésiliennes et il doit se contenter du commandement de l'artillerie et de la coordination des opérations de Rio de Janeiro. Mais, en 1869, le duc de Caxias, commandant général de l'Armée brésilienne, tombe malade et Pierre II demande à son gendre de le remplacer sur le champ de bataille. Le comte d'Eu commande ainsi l'armée brésilienne durant les victoires de Peribebui et de Campo Grande. Puis, avec la mort de Solano Lopez, dictateur du Paraguay, à Cerro Cora, le 1<sup>er</sup> mars 1870, la guerre prend fin et le comte d'Eu peut retourner à Rio tout auréolé de gloire.

En politique, le comte d'Eu et son épouse sont proches des libéraux, qu'ils considèrent sources de progrès scientifiques, intellectuels et sociaux. Or, la princesse Isabelle obtient à plusieurs reprises, lors des séjours de son père en Europe, la régence du pays (1871-1872 / 1876-1877 puis 1887-1889), ce qui permet au couple d'influer sur la vie politique brésilienne.



Le comte d'Eu (debout, à droite), avec le reste de la famille impériale brésilienne en 1889. Photo de [Otto Hees](#)

Le 13 mai 1888, la princesse Isabelle signe ainsi la Loi d'Or (*Lei Aurea*) qui met fin à l'esclavage. Cet événement vaut à l'héritière du trône de recevoir le surnom de "Rédemptrice" mais il détache également les oligarchies caféières de la famille impériale. Le baron de Cotegipe, ministre favorable au maintien de l'esclavage, ne s'y trompe pas lorsqu'il déclare à la princesse : « *Votre Altesse a libéré une race mais elle a perdu son trône* ».

À peine un an plus tard, le 17 novembre 1889, la République est proclamée au Brésil et la famille impériale doit s'exiler au Portugal puis en Normandie, au château d'Eu.

En 1891, l'empereur Pierre II meurt à Paris et sa fille devient, pour les monarchistes brésiliens, l'impératrice « Isabelle 1<sup>re</sup> du Brésil » ; par la même occasion, le comte d'Eu « devient » alors empereur consort. Mais ces « titres » n'ont guère de poids et les deux époux restent bannis hors de leur pays.

C'est seulement en 1921, alors qu'il est déjà veuf, que le comte d'Eu peut enfin remettre les pieds au Brésil. Il rapatrie, à cette occasion, les corps de ses beaux-parents pour les ensevelir dans le Mausolée impérial de la cathédrale de Petrópolis.

L'année suivante, le comte d'Eu décède finalement de mort naturelle pendant un voyage qui devait le ramener au Brésil pour la célébration du premier centenaire de l'indépendance du pays. Sa dépouille et celle de la princesse Isabelle sont également rentrées au Brésil le 7 juillet 1953, et inhumés au Mausolée Impérial de la cathédrale de Petrópolis le 12 mai 1971.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1954 ceux qui ont déclenché l'action qui devait aboutir à l'indépendance de l'Algérie se sont présentés comme les membres d'un mouvement national, mais révolutionnaire aussi. Le parti dont ils s'étaient longtemps réclamés, qu'il s'appelle Etoile nord-africaine, Parti du peuple algérien ou Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, était né en France dans l'orbite du Parti communiste français et ne s'était recruté, pendant de longues années, que parmi les travailleurs algériens émigrés ; puis, lorsqu'à partir de 1937, il s'était installé en Algérie, il avait commencé par trouver audience dans les milieux prolétariens des grandes villes et dans quelques rares régions rurales misérables. D'un parti communiste dans toute sa virulence, d'une clientèle qui menait une vie difficile, le Parti du peuple algérien avait reçu en héritage une tradition révolutionnaire très dure ; même quand il avait commencé à attirer à lui des étudiants et des intellectuels, il avait conservé en son sein un groupement révolutionnaire qui avait pris la forme d'une Organisation secrète, créée en 1947 et à demi démantelée par la police en 1950 ; cette O.S. constituait une sorte de noyau fidèle aux traditions de l'Etoile nord-africaine, à l'intérieur du M.T.L.D.

Dès que l'on eut quelque connaissance de ce qu'était la rébellion algérienne, on s'aperçut qu'en même temps que nationale, elle était révolutionnaire par les hommes qui la servaient, les méthodes qu'ils employaient, les buts qu'ils visaient et les liaisons qu'ils entretenaient en dehors de l'Algérie.



Mahmoud CHERIF (1912/1987) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Mahmoud\\_Ch%C3%A9rif](http://fr.wikipedia.org/wiki/Mahmoud_Ch%C3%A9rif)



Benyoucef BEN KHEDDA (1920/2003)

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Benyoucef\\_Benkhedda](http://fr.wikipedia.org/wiki/Benyoucef_Benkhedda)



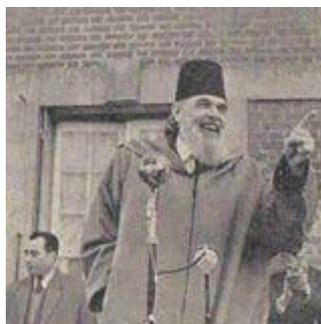
Lamine DEBAGHINE (1917/2003)

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Mohamed\\_Lamine\\_Debaghine](http://fr.wikipedia.org/wiki/Mohamed_Lamine_Debaghine)

Les hommes qui ont lancé et mené la rébellion en 1954 et 1955 appartenaient presque tous à ce que l'on pourrait appeler une petite bourgeoisie ou bien une paysannerie pauvre en général, ou encore au prolétariat urbain. A l'exception du pharmacien BEN KHEDDA, du docteur Lamine DEBAGHINE et de l'ancien officier de l'armée française Mahmoud CHERIF, on ne trouvait presque personne dans le F.L.N. que l'on pût classer dans la bourgeoisie. Il en sera ainsi jusqu'en 1956 et le FLN repoussera systématiquement jusque là les services des bourgeois qui tenteront de prendre contact avec lui, comme certains intellectuels opposés à MESSALI HADJ dans le M.T.L.D. ou plusieurs membres de l'Association des *'ulama* réformistes algériens : quiconque pourra être qualifié de bourgeois sera *a priori* suspect aux yeux du FLN. C'est seulement en 1956 que le mouvement acceptera dans son sein pour des raisons d'opportunité des bourgeois ralliés comme Ferhat ABBAS et qu'il fera place l'année suivante à plusieurs d'entre eux dans le comité de coordination et d'exécution formé au Caire à la fin d'août 1957.



Ferhat ABBAS (1899/1985)  
[http://fr.wikipedia.org/wiki/Ferhat\\_Abbas](http://fr.wikipedia.org/wiki/Ferhat_Abbas)



MESSALI Hadj (1898/1974)  
[http://fr.wikipedia.org/wiki/Messali\\_Hadj](http://fr.wikipedia.org/wiki/Messali_Hadj)

Les méthodes employées peuvent à bon droit être considérées comme révolutionnaires, puisqu'elles comportent notamment le terrorisme et la guérilla. Le terrorisme a d'abord visé surtout les Musulmans, afin de les dissuader de coopérer avec les autorités françaises ou de les enrôler sous la menace, afin aussi de faire respecter par la crainte les consignes données à la population, telle l'abstention du tabac ou des boissons alcooliques. Bientôt aussi les terroristes se sont attaqués aux biens, parfois (*ndlr !!!*) à la vie des Français isolés dans la campagne ou trop peu nombreux dans les villages de colonisation. Le but à atteindre consistait à les amener à se réfugier en ville, voire à quitter l'Algérie.

Algérie, le 20 Août 1956

Aux responsables de la Fédération du F.L.N. de France:

Les principaux responsables de l'Oranie, Algérois et Constantinois réunis quelque part en Algérie, après avoir pris connaissance de votre rapport général non daté, vous remercient leur confiance et vous assurent ~~deux plus tard~~ d'un appui total dans votre travail de clarification, de consolidation du F.L.N. en France et de liquidation des Berbéristes, Messalistes et autres contre-révolutionnaires qui continuent leur travail de sape et de division au sein de l'émigration algérienne.

Nous tenons à vous informer qu'une entente parfaite règne au sein des dirigeants de la Révolution. Cette entente sera, nous en sommes convaincus, plus forte que jamais maintenant que l'uniformisation et la centralisation sont complètement réalisées.

Les problèmes de doctrine et d'autorité ont été étudiés et résolus. Les solutions seront rendues publiques dès que nous aurons obtenu l'approbation des frères intéressés qui sont à l'extérieur.

Des instructions seront données aux responsables des villages et des douars qui adressent des lettres à des éléments du F.L.N. en France afin que cet état de choses cesse. Nous vous communiquerons les adresses des collecteurs de fonds en France que vous contacterez avec le mot d'ordre suivant: "Je viens d'Alger". A l'avenir l'argent vous sera ainsi directement versé et nous espérons qu'il n'y aura plus de malentendus.

Nous recevons continuellement des plaintes émanant d'Algériens terrorisés par les bandes armées à la solde du M.N.A. Nous voudrions arriver à détruire ces bandes par n'importe quel moyen. Vous nous avez parlé d'une organisation spéciale; Est-elle en mesure de s'attaquer et de détruire ces bandes? Sinon, nous sommes en mesure de vous envoyer des hommes qui ont fait leurs preuves dans ce genre de travail et nous pourrions vous garantir qu'ils liquideraient très vite le M.N.A. ses sbires et autres.

Dans l'espoir qu'à l'avenir nos rapports seront plus étroits et plus fructueux, recevez cher ~~frère~~ nos salutations patriotiques.



Signé: Benmehdi  
Kria  
Abbane  
Ouassane

Zirout  
Bentobal  
Si Chérif

A cet effet des menaces ou des avertissements étaient remis aux intéressés ; s'ils n'en tenaient pas compte, on décimait leurs troupeaux, on sciait leurs arbres fruitiers ou l'on attentait aux vies humaines. On en vint même de bonne heure à détruire les écoles.



Assassinat FLN à Tizi-Ouzou, capitale de la Kabylie, le meurtre du garde champêtre des AÏSSI

Il aurait été surprenant que les buts visés fussent parfaitement précisés : pendant longtemps la lutte au jour le jour contre les Français, les problèmes d'organisation et d'efficacité l'emportèrent de loin sur les questions de doctrine. C'est tout juste si

l'on trouve quelques indications sur ce point dans la *Plateforme du congrès de la Soummam* d'août 1956. La doctrine alors exprimée est avant tout négative : " La doctrine est claire. Le but à atteindre, c'est l'indépendance nationale. Le moyen, c'est la révolution par la *destruction du régime colonialiste*". Plus loin, on précise que la lutte engagée est une "lutte pour la renaissance d'un Etat algérien sous la forme d'une République démocratique et sociale...garantissant une véritable égalité entre tous les citoyens d'une même patrie, sans discrimination".

La tactique du FLN consistera, dit-on encore, à "s'appuyer d'une façon plus particulière sur les couches sociales les plus nombreuses, les plus pauvres, les plus révolutionnaires, fellahs, ouvriers agricoles..." et l'idée d'une réforme agraire est indiquée. On trouve enfin cette indication intéressante ; "La ligne de démarcation de la Révolution ne passe pas entre les communautés religieuses qui peuplent l'Algérie, mais entre d'une part, les partisans de la liberté, de la justice, de la dignité humaine, et, d'autre part, les colonialistes et leurs soutiens, quelle que soit leur religion ou leur condition sociale. "Si ces quelques phrases ne permettent guère de préciser ce que les combattants algériens voulaient être, elles indiquent assez bien ce qu'ils ne voulaient pas être : ils n'entendaient pas revenir purement et simplement à un Etat musulman traditionnel, mais bien constituer une société nouvelle et se préoccuper des aspirations des masses populaires.

A part cela, le journal *El-Moudjahid*, seul organe du FLN, à l'époque, n'est guère rempli que de polémiques, de récits d'exploits des combattants algériens, de l'exaltation des héros morts pour l'indépendance, etc., sans que la doctrine révolutionnaire y soit exposée, ni même esquissée. Relevons toutefois sinon une pensée révolutionnaire, du moins une incontestable aspiration révolutionnaire.

Enfin le FLN a trouvé tout de suite des appuis auprès de pays généralement considérés comme révolutionnaires, l'Egypte d'abord qui l'a soutenu avant même que le mouvement insurrectionnel eût éclaté ; puis, quelques mois à peine après, les Algériens étaient invités comme observateurs à la conférence de Bandung (avril 1955) et y sentaient tout le monde afro-asiatique, y compris l'URSS et la Chine populaire, décidé à les aider dans toute la mesure du possible. Plus tard, quand le mouvement castriste parvint au pouvoir à Cuba (début de 1959), il compte parmi les plus chaleureux amis des Algériens.

Tant que durait la lutte pour l'indépendance, le caractère révolutionnaire du mouvement ne pouvait guère subir de modification, car l'action militaire et diplomatique primait tout. A partir de l'indépendance (3 juillet 1962), la révolution algérienne put en principe se donner libre cours.

Des tensions internes s'étaient déjà manifestées parmi les dirigeants algériens, bien avant l'indépendance ; elles avaient été plus ou moins camouflées grâce au secret dont ils s'entouraient. Elles éclatèrent en pleine lumière au lendemain même du 3 juillet, lorsque le Gouvernement provisoire de la République algérienne voulut s'installer à Alger et vit bientôt se dresser en face de lui, à Tlemcen, Ahmed BEN BELLA et ses amis politiques. Bien plus, la cassure s'étendit à l'armée, puisque différentes formations militaires s'opposèrent les unes aux autres pendant les mois de juillet et d'août.



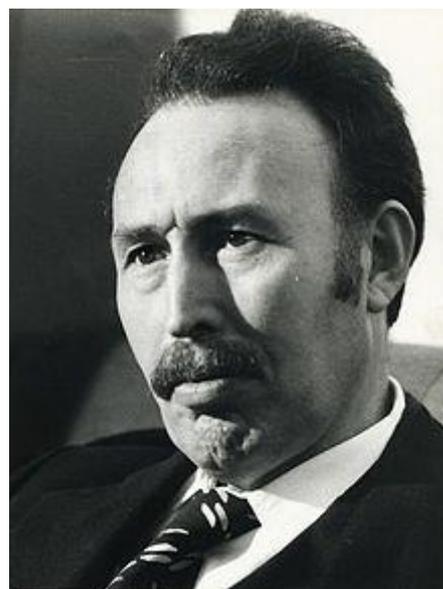
Ahmed BEB BELLA (1916/2012)

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Ahmed\\_Ben\\_Bella](http://fr.wikipedia.org/wiki/Ahmed_Ben_Bella)



Mohamed KHIDER (1912/1967)

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Mohamed\\_Khider](http://fr.wikipedia.org/wiki/Mohamed_Khider)



Houari BOUMEDIENE (1932/1978)

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Houari\\_Boum%C3%A9di%C3%A8ne](http://fr.wikipedia.org/wiki/Houari_Boum%C3%A9di%C3%A8ne)

Les ouvriers entrèrent aussi en jeu, par l'intermédiaire de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.), prétendant se placer en pointe dans l'Algérie nouvelle, et ainsi de suite. Depuis lors, ces tensions n'ont jamais complètement disparu, qu'il s'agisse de tensions entre groupes, comme "l'insurrection kabyle" de septembre et octobre 1963 ou les mises au pas de l'UGTA en 1963 et 1965, ou bien des tensions individuelles, comme entre BEN BELLA et KHIDER en 1963 ou entre BEN BELLA et le colonel BOUMEDIENNE, celle qui aboutit à l'éviction de BEN BELLA le 19 juin 1965. Ces tensions peuvent être considérées comme la caractéristique fondamentale d'une situation révolutionnaire. Après des années de lutte et de qui-vive,

il est normal que les individus et les groupes s'entrechoquent avant de parvenir à un équilibre durable. On l'a constaté dans la Révolution française, dans la Révolution russe et, plus près de nous, dans la Révolution cubaine.

Toutefois, il est apparu nettement au cours de ces heurts que l'infrastructure révolutionnaire était quasi-inexistante en Algérie ; autant l'organisation du FLN s'était montrée efficace pendant la guerre contre les Français, autant elle se révéla inopérante dans les années qui suivirent l'indépendance. Elle l'était à tel point en juillet et août 1962 que, si l'on parla à plusieurs reprises d'un arbitrage du Conseil national de la Révolution algérienne, organe suprême du FLN, ou de la réunion d'un congrès du parti, personne ne fit rien de sérieux dans ce sens, parce que tous les acteurs du drame savaient bien qu'ils agitaient là des épouvantails. En somme le FLN a été un instrument efficace dans la lutte contre le colonialisme, mais il n'a pas jusqu'à présent servi à grand-chose dans l'édification du nouvel Etat et de la nouvelle société en Algérie.

Aide financière au FLN, pendant la guerre d'Algérie

Pays	En monnaie d'origine	En millions de francs	Observations
<b>A) PAYS ARABES</b>			
<i>Arabie Saoudite</i>	3 000 000 rials	332	La moitié est déjà versée.  Versés au Croissant-Rouge algérien pour éviter une protestation française.  Baptisés « dons » : ce sont les pétroliers qui paient.
<i>Irak</i>	2 000 000 dinars	2 500	
<i>Jordanie</i>	170 000 dinars	220	
<i>Liban</i>	120 000 livres libanaises	18	
<i>Libye</i>	83 000 livres	92	
<i>Maroc</i>	43 000 000 francs marocains	47	
<i>Égypte</i>	1 700 000 livres égypt**	1 700	
<i>Syrie</i>	2 150 000 livres syriennes	400	
<i>Soudan</i>	15 000 livres soudan**	20	
<i>Yémen</i>	500 000 roupies	40	
<i>Koweït</i>		750	
Total : ---		6 119	
<b>B) PAYS ASIATIQUES</b>			
<i>Afghanistan</i>	15 000 dollars	7,5	A verser en fin d'année.
<i>Chine</i>	5 607 livres égypt** +	5,5	
	1 000 000 de dollars	490	
<i>Inde</i>	14 700 roupies	2,5	
<i>Pakistan</i>	650 000 roupies	50	
Total : ---		555,5	
<b>C) EUROPE DE L'EST</b>			
<i>Bloc communiste</i>		50	Rubrique : dons des Croix-Rouges.
<i>Yougoslavie</i>		1 000	
Total : ---		1 050	
<b>D) MONDE LIBRE</b>			
<i>Allemagne Ouest</i>	25 000 D.M.	3	Sous forme de dons humanitaires.
<i>Italie</i>	50 000 000 livres	39	
<i>Amérique latine</i>	185 000 dollars	90	
<i>C.I.S.L. (Syndicats</i>			
<i>libres U.S.A.)</i>	30 000 dollars	14	
Total : ---		146	
TOTAL GÉNÉRAL		7 870 500 000 A.F.	

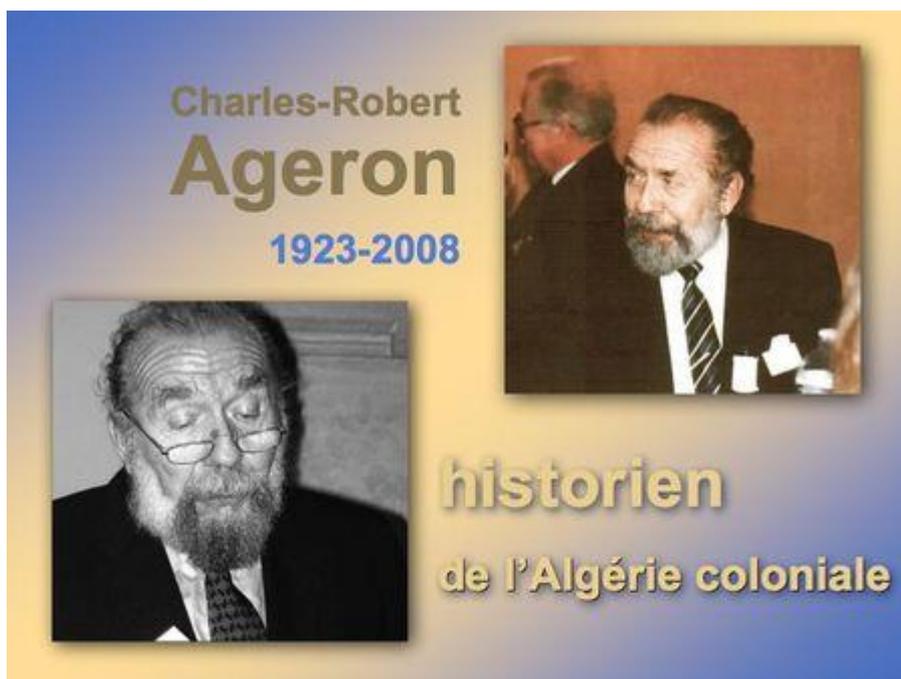
A suivre...

**NDLR** : Les photos ont été insérées par mes soins aux fins d'illustration et de complémentarité.

**4/ Les Supplétifs dans l'Armée Française pendant la guerre d'Algérie** (Auteur C.R. AGERON)

Les militaires engagés dans l'action aux colonies ont toujours recrutés des auxiliaires autochtones et constitué des formations supplétives. En Afrique du Nord, on appelait le plus souvent celles-ci des goums (en arabe : troupe). Cependant que les goums pouvaient être regroupés en unités permanentes – les tabors au Maroc – on y levait également selon la tradition chérifienne des *harka(s)* à durée limitée et des petites troupes de *mokhazni(s)*. En Algérie, les corps réguliers – zouaves, spahis, turcos, puis tirailleurs – l'emportèrent vite sur les formations supplétives qui, depuis l'institution de la conscription pour les musulmans en 1912, disparurent même complètement. On devait pourtant y revenir pendant la guerre d'Algérie alors même qu'on procédait simultanément au recrutement des Français musulmans. La tradition militaire coloniale, l'expérience des anciens officiers d'affaires indigènes, l'initiative de certains chefs algériens expliquent ce retour un peu surprenant au passé. Mais l'ampleur de ce recours aux supplétifs devait poser plus de problèmes que le recrutement des soldats réguliers par voie d'appels ou d'engagements. La preuve en est que 50 ans après le début de la guerre d'Algérie on polémique encore en France autour de la question des harkis. Cette étude rendue possible par l'ouverture des archives

militaires du Service historique de l'armée de terre voudrait être une contribution historique et ne constitue pas une intervention dans le débat politico-médiatique soulevé autour du problème des harkis.



Cliquez SVP sur ce lien : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles-Robert\\_Ageron](http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles-Robert_Ageron)

#### ***Les diverses formations de supplétifs***

S'agissant des formations supplétives, on doit d'abord préciser que, pendant la guerre d'Algérie tout au moins, furent désignées sous ce nom diverses catégories de personnel relevant toutes, au début, des formations civiles du maintien de l'ordre.

Par ordre chronologique selon leur date de création, on peut énumérer :

- 1/ les GMPR (groupes mobiles de police rurale créés en janvier 1955) ;
- 2/ les *mokhazni(s)*, des groupes *makhzen* instaurés eux aussi en 1955 ;
- 3/ les harkis, les premières *harka(s)* ayant été constituées en avril 1956 ;
- 4/ les unités territoriales (UT) mises sur pied en mai 1956, devenues unités de réserve (UR) en 1960, auxquelles on ajouta alors les réservistes spéciaux, les 'assas ;
- 5/ les groupes d'auto-défense.



Fanion du 1<sup>er</sup> GTM

Enfin les militaires français désignaient aussi comme supplétifs ou auxiliaires des unités musulmanes spéciales :

- 1/ les forces K ou forces KOBUS constituées en 1957 par Belhadj (Djilali), un ancien militant PPA, instructeur de l'OS. Celui-ci rallié et "retourné", créa en 1957 un maquis pseudo-nationaliste alimenté et armé par les Français. Cette force de 1.400 hommes, qui se présentait de l'ALN, luttait en fait contre elle. Lorsque les soldats de BELHADJI eurent décelés le double jeu, ils l'exécutèrent le 28 avril 1958 et passèrent presque tous à l'ALN avec quelques 3.500 armes ;

2/ les *djounoud* (soldat) de certains maquis messalistes qui combattirent d'abord les Français, puis l'ALN. Essentiellement, les 3.500 hommes de BELLOUNIS, qui, soldés par la France, reçurent le nom de commandos sud-algériens et furent comptabilisés comme effectif harkis. Mais celui qui s'appelait « général BELLOUNIS, chef de l'ANPA » (Armée nationale populaire algérienne) était un nationaliste algérien qui avait joué la carte Guy MOLLET-LACOSTE et revint au combat national en juin 1958. Les troupes françaises réussirent à ce débarrasser de lui : il fut tué le 13 juillet 1958. A l'exception de 248 de ses soldats qui furent acceptés comme harkis, le reste (de 1200 à 1500) reprit la lutte contre l'armée française ;



Mohammed BELLOUNIS (1912/1958)

Cliquez SVP sur ce lien : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Mohammed\\_Belounis](http://fr.wikipedia.org/wiki/Mohammed_Belounis)

3/ Un petit groupe de quelque 150 hommes ralliés aux Français en avril 1957 et connu sous le nom de son chef Lahi CHERIF, le Jîch Sidi Chérif (350 hommes en octobre 1957). Encadré par 90 Français, officiers, sous officiers et soldats, il prit le nom de FAFM (Force auxiliaire franco-musulmane) et aurait atteint au maximum 500 hommes selon les uns, 900 selon les autres.

Examinons successivement les cinq catégories de formations supplétives civiles du maintien de l'ordre. Héritiers des goums de sécurité mis en place dans la commune mixte de BISKRA en 1954, les groupes mobiles de police rurale ou GMPR furent officialisés par arrêté du gouverneur général de l'Algérie en date du 29 janvier 1955. Il s'agissait, face à l'insécurité montante, de renforcer les effectifs chargés de la police du bled en créant une force permanente de police rurale franco-musulmane sur le modèle des anciennes formations de goumiers qu'on disait vouloir être cependant plus disciplinés et mieux hiérarchisés.



On fit donc appel à des volontaires anciens combattants ou à d'anciens militaires sélectionnés. Les hommes des GMPR, appelés gardes ruraux, étaient en principe des civils recrutés par l'administration civile, liés par contrats et placés sous l'autorité de trois inspecteurs régionaux et du directeur de la Sûreté nationale. Pourtant, ils portaient un uniforme, avaient leur hiérarchie propre. Encadrés de petits gradés musulmans et des sous-officiers français, ils étaient commandés par quelques officiers, de réserve ou d'active, volontaires qui étaient très rarement des musulmans. Tous portaient des titres civils : un capitaine était un commandant de groupe de 1<sup>ère</sup> classe, un adjudant un chef de section de 1<sup>ère</sup> classe. Officiellement, la proportion de musulmans dans les GMPR était de 75 à 80 % et chaque groupe aurait dû être à effectif théorique de 96, en fait 75. Regroupés en unités constituées, les "gardes-ruraux" que les Algériens n'appelèrent que jamais que "goumiers" étaient encasernés dans des cantonnements. Pour attirer des volontaires, d'un niveau supérieur à celui des harkis, leur solde était plus élevée que celle de ces derniers. Cette solde journalière allait de 1.020 AF (*anciens francs*) pour un garde rural de 2<sup>ème</sup> classe à 1.300 AF pour un *muquaddîm*, grade équivalent à celui de maréchal des logis. Il n'existait pas de grade supérieur, même pas de *muquaddîm aouel* (adjudant-chef) comme chez les goumiers marocains.

A partir de mars 1958, les GMPR reçurent le nom de GMS (Groupes Mobiles de Sécurité) et furent assimilés à des Compagnies Républicaines de Sécurité (CRS). Les gardes furent mensualisés et virent leur solde fortement augmentée. On avait constitué 33 groupes à la fin de 1955, 84 au début de 1957.

La deuxième catégorie de supplétifs était appelée par les Français les *mokhazni(s)*, c'est-à-dire des militaires constituant des *makhzen(s)*. Sous ces noms on désignait des groupes de supplétifs en fait semi-militaires, chargé de la protection des SAS (Sections administratives spécialisées) lesquelles étaient l'équivalent des Bureaux Arabes de l'époque de la conquête. Les effectifs étaient de l'ordre de 25 à 30 *mokhaznis* par SAS (26 en moyenne en 1957, 27,7 en 1960, 29,3 fin 1961). Les *mokhaznis* étaient à la disposition des officiers français qui dirigeaient les SAS, mais étaient rattachés à l'administration civile française des Affaires algériennes. Leur rôle était plutôt statique et défensif. Mais ils pouvaient être appelés à participer à des opérations militaires dans leur secteur et le furent souvent. Engagés par contrats de six mois renouvelables, ils percevaient des soldes journalières qui allaient de 820 AF pour une *mokhazni* de 2<sup>e</sup> classe, à 1.220 AF pour un brigadier et 1.300 AF pour un *muqaddim*. Leur nombre grandit à proportion de la multiplication des SAS et des SAU (Sections administratives urbaines) passant de 11 000 en janvier 1958 à près de 20 000 à la fin de 1960 pour 697 SAS et SAU.



Une S.A.S., ancienne ferme fortifiée : l'école, le poste de garde principal et les habitations au loin.

Troisième catégorie de supplétifs : les harki(s), les hommes des *harka(s)*. Une *harka* (en arabe : mouvement) désignait dans la tradition de l'histoire maghrébine une expédition militaire à finalité fiscale ou punitive ou un corps de troupe en mouvement...

A suivre...

## **5/ Algérie : des centaines de policiers manifestent devant El-Mouradia à Alger**



Manifestation de policiers à Alger, le 14 octobre. © DR

Des centaines de policiers ont organisé mardi 14 octobre une marche le long de l'autoroute menant du quartier de Bab-Ezzouar à Alger centre, après un mouvement similaire de leurs collègues la veille à Ghardaïa, dans le Sud. La mobilisation se poursuivait mercredi matin, devant le palais d'El Mouradia.

Sous la pluie, en uniforme et sans leurs matraques, ce mardi 14 octobre, les membres des forces de sécurité ne scandent pas de mots d'ordre, ne brandissent aucune banderole. Selon plusieurs sources concordantes, les protestants réclament de meilleures conditions de travail, la création d'un syndicat ainsi que le départ du général Abdelghani Hamel, nommé à la tête de la police nationale en juillet 2010.

En fin d'après-midi, les manifestants se sont dirigés vers le Palais du gouvernement, à Alger centre, où ils ont tenu un rassemblement qui n'a pas été réprimé par les autorités. Le maire d'Alger est venu à la rencontre des protestataires, mais ces

derniers lui ont tourné le dos. Mercredi matin, le mouvement de protestation s'est déplacé vers le palais d'El-Mouradia, siège de la présidence de la République, sur les hauteurs d'Alger. Quelque 500 policiers y tiennent actuellement un sit-in devant un dispositif de sécurité plutôt discret.

Cette mobilisation est une première en Algérie, la loi n'autorisant pas les membres des forces de sécurité à manifester ou à faire grève sous peine de sanctions. Qui plus est, les manifestations dans la capitale sont interdites en vertu d'un arrêté promulgué par les autorités en juin 2001, peu de temps après la marche organisée par le mouvement des aouchs de Kabylie pour protester contre la répression qui avait fait des dizaines de morts dans cette région.

Réplique de Ghardaïa...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20141014170827/alger-police-algerienne-ghardaia-algerie-algerie-des-centaines-de-policiers-manifestent-devant-el-mouradia-a-alger.html>

## **6/ Hollande : "Le Maroc a besoin de la France et la France du Maroc"**

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20141014170125/france-diplomatie-maroc-exposition-maroc-france-hollande-le-maroc-a-besoin-de-la-france-et-la-france-du-maroc.html>

Lors de l'inauguration de l'exposition sur "Le Maroc contemporain", à l'Institut du monde arabe (IMA), lundi 14 octobre, François Hollande a indiqué qu'il "veillerait personnellement" à ce que les relations franco-marocaines "puissent être amplifiées, consolidées et si c'était nécessaire relancées".



François Hollande et la princesse Lalla Meryem, le 14 octobre à l'IMA, à Paris. © Capture d'écran/elysee.fr

L'inauguration de l'exposition sur "Le Maroc contemporain", à l'Institut du monde arabe (IMA), lundi 14 octobre, a été l'occasion d'échange d'amabilités entre les représentants du Maroc et de la France. Aux côtés de la princesse Lalla Meryem, sœur et représentante pour l'occasion du roi Mohammed VI, le président François Hollande a ainsi tenté de mettre un terme la crise diplomatique qui a éclaté entre les deux pays après l'irruption, le 20 février, de policiers français à la résidence de l'ambassadeur du Maroc afin de lui remettre une convocation de la justice pour Abdellatif El Hammouchi, directeur de la sécurité intérieure du royaume.

"Je veux maintenir des relations de confiance et dépasser toutes les difficultés qui peuvent parfois surgir, parce que nous avons besoin l'un de l'autre, le Maroc de la France et la France du Maroc. (...) "Je veux que nos deux pays non seulement demeurent des partenaires d'exception mais puissent encore davantage coopérer dans tous les domaines", a déclaré le chef de l'État, ajoutant qu'il "veillerait personnellement" à ce que les relations franco-marocaines "puissent être amplifiées, consolidées et si c'était nécessaire relancées".

## **7/ LDH TOULON**

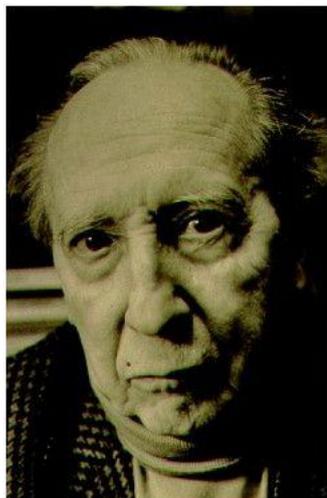
La ligue de droits de l'homme a vraisemblablement des préférences car elle cite fréquemment, dans ses rubriques, la disparition de Maurice AUDIN survenue lors de la bataille d'Alger. Tous les mois ou presque un marronnier est diffusé en sa faveur en occultant, bien sûr, nos 2034 disparus, confirmant une hémiplegie consternante. Fidèle à sa tradition préférentielle la section de Toulon commémore à sa manière les événements du 17 octobre 1961 liés à la provocation du FLN à Paris. Elle cite Monsieur Claude BOURDET qui interpellait alors le préfet PAPON :

Cliquez SVP sur ce lien : <http://ldh-toulon.net/Claude-Bourdet-est-il-vrai.html>

Qui était-il ?

**Claude BOURDET** est né le 9 octobre 1909 à Paris et mort le 20 mars 1996 à Paris. C'était un résistant (alias *Lorrain*, dans la Résistance), déporté, Compagnon de la Libération, écrivain, journaliste, polémiste et militant politique français de l'UGS puis du PSU.

Il se définissait comme un humaniste chrétien de gauche combattant tous les totalitarismes.



Sa biographie :

### ***Famille et jeunesse***

Son père Édouard Bourdet, administrateur de la Comédie-Française et auteur dramatique, et sa mère l'écrivain Catherine Pozzi, ne sont pas des prolétaires, et ne sont pas politiquement engagés à l'extrême-gauche.

Claude Bourdet fait des études en Suisse. Il sort de l'École polytechnique fédérale de Zurich avec un diplôme d'ingénieur en physique technique en 1933. Il fait son service militaire, pendant lequel il est sous-lieutenant dans un régiment d'artillerie de Montagne. Dès 1936, il est chargé de mission au ministère de l'économie dans le gouvernement du Front populaire. C'est à cette époque qu'il se marie et a trois enfants.

### ***Résistance et déportation***

Claude Bourdet est mobilisé en 1939 comme lieutenant dans l'artillerie et connaît les heures difficiles de la débâcle. Démobilisé, il devient entrepreneur dans l'industrie, et entre dans la Résistance dès l'automne 1940. Il est rapidement très actif dans les mouvements de Résistance. Il participe à la fondation de *Combat* avec Henri Frenay, dont il sera membre du comité directeur puis représentant en 1943 lors du départ de Frenay à Londres puis à Alger. Il se charge à partir de 1942 de la création et du développement du service de noyautage des administrations publiques dont il sera le responsable national. Claude Bourdet représente *Combat* au Conseil national de la Résistance.

En 1944, il est arrêté par la Gestapo, emprisonné à Fresnes, puis au camp de Royallieu à Compiègne (où il fait la connaissance de Maurice Bourdet) et de là déporté dans plusieurs camps de concentration : Neuengamme, Sachsenhausen (où il croise Pierre Le Rolland et René Lhopital) et Buchenwald.

### ***Lutte contre le colonialisme***

À la Libération, l'expérience de la guerre l'a fait évoluer vers l'extrême gauche et la recherche d'un socialisme non stalinien. Il participe au Centre d'action des gauches indépendantes (CAGI), qui n'a aucune inclination pour le stalinisme, bien au contraire.

À son retour des camps au printemps 1945, il s'associe avec Hector de Galard avant de fonder à l'été 1946 avec d'autres anciens de *Socialisme et liberté* (Yves Déchezelles, Henri Frenay, Marceau Pivert) le journal *Octobre*. Ils sont alors imprégnés par un certain nombre de thèmes (pacifisme, anticolonialisme) autour de la recherche d'un passage démocratique au socialisme et de la formation d'un nouveau pôle à gauche conservant l'esprit de la résistance socialiste tout en refusant l'asservissement stalinien.

Claude Bourdet continue à écrire dans *Combat*, mais un conflit éclate avec le nouveau propriétaire du journal, Henri Smadja, qui soutient les gaullistes. Il quitte le journal en 1950.

Avec Gilles Martinet et Roger Stéphane, Claude Bourdet fonde en 1950 *L'Observateur* qui devient *L'Observateur Aujourd'hui* (1953) puis *France Observateur* (1954) et enfin le *Nouvel observateur* (1964). Claude Bourdet y défend l'union de toutes les gauches autour d'une seule et même cause : la justice sociale. Il soutient aussi la lutte anticoloniale, dénonce la répression à Madagascar et la torture en Algérie dans un article du 6 décembre 1951 intitulé « Y a-t-il une Gestapo en Algérie? », à l'occasion des procès de 1951-52 de militants de l'OS du MTLD de Messali Hadj. Il réitère ses accusations dès le début de la guerre dans « Votre Gestapo d'Algérie », le 13 janvier 1955.

Claude Bourdet est l'un des élus de l'Union de la gauche socialiste au Conseil de Paris, conseiller municipal du XIII<sup>e</sup> arrondissement de 1959 à 1971.

En 1961, Claude Bourdet invective et dénonce le préfet de police Maurice Papon à propos des exactions et massacres commis à Paris le 17 octobre 1961 par la police contre les manifestants algériens du FLN.

Claude Bourdet est l'un des fondateurs du Parti socialiste unifié (PSU) en avril 1960. Il est membre de l'association France-Palestine, il s'engage pour que la justice soit rendue au peuple palestinien spolié. Son militantisme politique, jugé excessif par ses ennemis, entraîne des tensions qui aboutissent, en 1963, à une rupture majeure au sein de l'équipe de France-Observateur avec son départ.

On notera également **le soutien exprimé par Claude Bourdet au régime des Khmers rouges** notamment dans un article de *Témoignage chrétien* du 29 avril 1976, date à laquelle il était pourtant possible de connaître la vérité sur le génocide qui se déroulait au Cambodge.

Claude Bourdet continue à publier des articles dans *Témoignage chrétien*, *Politique hebdo* ou *Politis* et participe aux numéros spéciaux du *Nouvel Observateur*.

**NDLR** : *Faut-il en dire plus ?*

## **EPILOGUE SALAH BOUCHAOUR**

Année 2008 = 29.764 habitants



**BONNE JOURNEE A TOUS**

**Jean-Claude ROSSO**